L'Ukraine et ses déserteurs - Où sont les hommes ?

Première partie - Publié le 28 février 2025 Iaata

« *La guerre, c'est le massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent et ne se massacrent pas.* »

Paul Valéry

« *Les Ukrainiens sont prêts à mourir pour la perspective européenne.*

Nous voulons qu'ils vivent avec nous le rêve européen. »

Ursula von der Leyen

Depuis l'attaque lancée contre l'Ukraine, et tout particulièrement à partir de la mobilisation partielle décrétée par Moscou en septembre 2022, les médias occidentaux concentrent une partie de leur attention sur les réfractaires, insoumis et déserteurs russes ; leurs homologues ukrainiens étant quant à eux curieusement invisibilisés, y compris – et peut-être surtout – en milieu militant [1]. Après plus de mille jours de guerre, la situation s'inverse quelque peu, et désormais plus personne ne peut ignorer ce phénomène qui fait la une des médias internationaux [2] : l'armée ukrainienne rencontre des difficultés croissantes pour recruter de nouveaux soldats, et de plus en plus d'hommes cherchent à échapper à la conscription, à fuir leur pays, se cachent, s'évadent, désertent, y pensent ou en rêvent. De quoi mettre dans l'embarras ceux qui considèrent que les Ukrainiens se battent pour défendre la démocratie, la liberté et le Bien – qu'ils se battent « pour nous » –, ceux qui s'opposent à toute négociation de paix et fantasment sur une défaite militaire de la Russie, ceux qui sont prêts à se battre... jusqu'au dernier Ukrainien. Les premiers concernés ne semblent toutefois pas vraiment d'accord. Est-ce si nouveau ? Si surprenant ?

À partir du 24 février 2022, déclenchement de l'invasion russe, des dizaines de milliers d'Ukrainiens (quasi exclusivement des hommes) se portent volontaires pour endosser un uniforme, prendre une arme et défendre leur pays. Devant les bureaux de recrutement, ils patientent pendant des heures pour s'enrôler. Une mobilisation populaire assez déconcertante pour les habitants de pays tels que la France, où l'armée et la nation sont particulièrement découplées et où l'idéologie nationaliste n'est plus entretenue par l'État.

Premier point à souligner : les Ukrainiens ne se portent toutefois pas volontaires par millions, la plupart *ne font pas ce choix* (l'armée ne pourrait d'ailleurs pas tous les accueillir). Certains se considèrent plus utiles à l'arrière, par exemple en œuvrant au sein d'une ONG de soutien aux combattants ou aux civils déplacés (secours médicaux, logistique, administration, etc.) ; d'autres, pour ceux qui ont un emploi, en continuant de travailler (comme l'État les y encourage) ; et puis il y a ceux qui se contentent de verser une obole à ces ONG ; mais beaucoup, et peut-être même la plupart, ne font tout simplement rien.

Deuxième point : ce flot de volontaires se tarit très rapidement. Le directeur du renseignement militaire ukrainien devra le reconnaître, « *tous les volontaires qui voulaient se battre sont venus au cours des six premiers mois* [3] ». Il est vrai que le visage de la guerre, du moins celui que reflètent médias et réseaux sociaux, a changé : la guerre semble au début se résumer à l'action de petits groupes de résistants ukrainiens très mobiles, armés de missiles antichars ou de cocktails Molotov, tendant de redoutables embuscades à de maladroitement colonnes de véhicules russes... une guerre courte, « fraîche et joyeuse » comme on l'imaginait en août 1914... héroïque, presque romantique. Mais la chose s'est transformée au fil des semaines en chocs d'unités mécanisées, duels d'artillerie et en une guerre des tranchées boueuse, sanglante, cauchemardesque. La réalité n'a vraiment rien d'un jeu vidéo. Dès lors, pour rejoindre une telle boucherie, il faut soit être empreint d'un très profond patriotisme couplé à une forte dose de courage physique, soit y être obligé.

CONSCRIPTION OBLIGATOIRE ET LOI MARTIALE

La guerre se profile. Quelques jours avant l'offensive russe, le renseignement américain en fournit à Kiev les plans détaillés. Le 22 février, tous les hommes de 18 à 60 ans doivent se considérer comme à disposition des

forces armées ; c'est la mobilisation générale. Le 24 février, le jour de l'attaque, le parlement ukrainien (la Rada) vote l'instauration de la loi martiale – elle est sans cesse prolongée depuis. Les hommes âgés de 16 à 60 ans ont désormais l'interdiction de quitter le pays.

Mais tout le monde n'est pas incorporé. Nous ne sommes plus en 1914, où dans chaque pays tous les hommes en âge et en capacité de se battre ont déjà effectué un service militaire et peuvent, par millions, être envoyés au front après avoir reçu un uniforme et un fusil. Les Ukrainiens n'ont tout d'abord pas tous « bénéficié » d'une formation militaire ; de plus, l'équipement du troufion de base coûte aujourd'hui très cher et il s'y ajoute le matériel nécessaire pour constituer une unité, ne serait-ce qu'une brigade d'infanterie : véhicules, blindés, matériel de communication, logistique, etc. Comparant la situation avec la Première Guerre mondiale, Michel Goya explique : « *la proportion capital/travail de l'armée française de l'époque est évidemment très différente de celle de l'armée ukrainienne. Autrement dit, on a pu équiper sans problème les 4 millions d'hommes qu'on a mobilisés en 1914, 70 % étant des fantassins, pour la plupart armés d'un simple fusil Lebel. Après bien sûr les choses ont changé mais la proportion T sur C est restée très importante. [...] Les armées modernes ne peuvent avoir une telle proportion de T [4].* »

De plus, il s'agit de ne pas désorganiser davantage l'économie du pays et d'assurer le bon fonctionnement de ses infrastructures, vitales pour l'effort de guerre.

Pourtant, alors que l'État semble au bord de l'effondrement, le gouvernement ukrainien fait aussi un choix a priori paradoxal : préserver la jeunesse, c'est-à-dire la démographie de l'Ukraine. Du fait de la chute du taux de natalité lors de la dépression économique des années 1990, les 18-27 ans représentent aujourd'hui les classes creuses de la pyramide des âges ukrainienne. Réduire davantage le nombre de jeunes en les plongeant dans des combats meurtriers, c'est réduire le nombre de naissances à cette période, donc celui des hommes dans les prochaines décennies, et mettre ainsi en danger la sécurité et l'économie futures du pays [5]. L'armée pioche donc ses recrues parmi les citoyens de 27 à 60 ans [6] (en 2022, l'Ukraine compte autour de neuf millions d'hommes entre 18 et 60 ans). En quelques mois, elle voit ses effectifs passer de 250 000 à environ un million d'hommes [7], mais les besoins en nouveaux soldats sont constants, car il faut sans cesse remplacer les morts et les blessés – qui, eux, ne manquent pas.

Faisant preuve de mansuétude, l'État octroie toutefois une exemption à certaines catégories : en premier lieu, il y a ceux déclarés inaptes par une commission militaire et médicale, mais aussi les pères de trois enfants (ou plus), ceux qui ont une femme ou un enfant handicapé, ceux qui reçoivent des soins à l'étranger, et puis les étudiants, les marins, les cheminots, les chauffeurs routiers, certains fonctionnaires (notamment les policiers et les gardes-frontières) et, on l'a vu, les femmes (la possibilité de changer de genre via un acte administratif n'est absolument pas à l'ordre du jour en Ukraine).

Les convictions politiques, philosophiques ou religieuses ne figurent pas dans la liste des motifs d'exemption possibles. L'Ukraine a pourtant ratifié plusieurs traités internationaux reconnaissant le droit à l'objection de conscience qui est également inscrit dans la constitution du pays ; l'option d'un « service alternatif » pour des raisons religieuses est malgré tout supprimée par la loi martiale. Plusieurs dizaines de personnes qui refusent d'être enrôlées dans l'armée (généralement pour des motifs religieux, en particulier des témoins de Jéhovah) sont poursuivies en justice et certaines condamnées à de la prison ferme. L'une d'elles explique : « *Je ne suis pas prêt à tuer quelqu'un d'autre pour un morceau d'Ukraine, un morceau de Nouvelle-Zélande ou un morceau des États-Unis. [...] J'ai d'autres valeurs, et je veux que mes valeurs soient au moins écoutées. [...] Et si mon choix pouvait être considéré comme une trahison ? Je me fiche de ce que les autres pensent de moi. Ce qui m'importe, c'est ce que Dieu pense.* » Ces cas, relayés par des organisations pacifistes dans différents pays, soulèvent parfois dans la presse internationale des questions quant au respect des droits de l'homme et de l'État de droit [8].

Tous les autres ont l'obligation de s'enregistrer dans un bureau de recrutement pour un contrôle médical et une mise à jour de leur état civil, afin de rester disponibles en cas de besoin... mais bien peu le font, nous allons le voir.

En ce qui concerne ces hommes de 18 à 60 ans qui se voient interdits de quitter le territoire – fait qui montre que l'État ne croit pas à la profondeur de l'élan patriotique –, seules de rares ONG soulignent que, tant qu'ils ne sont pas incorporés, ils restent des civils et devraient donc, selon le droit international, pouvoir jouir du droit de se déplacer, donc de franchir les frontières, et que cette loi s'avère, de plus, discriminante du point de vue du genre [9]. Mais, si le gouvernement ukrainien levait cette interdiction, on assisterait à un exode de dizaines de milliers d'hommes (au minimum), ce qui briserait l'image d'un pays uni dans la défense de la nation et de la démocratie et serait fort préjudiciable pour le moral des combattants.

Bruxelles, généralement très prompt à dénoncer les violations des droits de l'homme à travers la planète, ne trouve ici rien à redire. L'Ukraine, candidate à l'adhésion à l'Union européenne, n'en défend-elle pas, face au totalitarisme, les valeurs de la démocratie ? En fait, l'histoire montre que parfois, pour les préserver, les États sont prêts à s'en passer.

LES CHATS ET LES SOURIS

Les frontières fermées, de nouvelles règles de mobilisation instaurées, un stock de plusieurs millions d'hommes est théoriquement disponible. Si l'armée bénéficie tout d'abord d'un important apport de volontaires, l'État ukrainien doit vite piocher dans son vivier afin d'assurer un flux constant de nouvelles recrues. À cet effet, il met en place un dispositif de contrôle de la population masculine qui se resserre à mesure que l'élan patriotique s'éteint.

Ceux qui pensent ne pouvoir échapper à la mobilisation espèrent du moins éviter le pire, c'est-à-dire d'être versés dans l'infanterie, la chair à canon des premières lignes. Certains comptent sur leurs compétences (formation médicale ou en informatique), d'autres doivent prendre les devants. Dans l'ouest du pays, beaucoup croient pouvoir rester loin des combats en s'engageant dans les forces de défense territoriale (FDT), théoriquement dédiées à leur oblast d'origine ; mais ces unités sont progressivement envoyées au front et, parfois même, sacrifiées pour en préserver d'autres jugées plus précieuses.

Si un grand nombre d'Ukrainiens sont familiers des armes du fait du service militaire ou de cours « patriotiques » reçus au lycée [10], d'autres s'inscrivent à des formations paramilitaires, souvent payantes, pour acquérir des bases, telles que le maniement d'armes ou le déplacement tactique, qui pourraient s'avérer utiles puisque la formation du soldat ukrainien est parfois très courte ; cela peut aussi permettre de postuler pour des unités a priori moins dangereuses (logistique, guerre électronique, renseignement, conduite de drones, artillerie, etc.) [11].

Et puis il y a les autres, la grande masse de ceux qui ne veulent pas y aller. Certains refusent par choix philosophique, religieux ou politique de porter les armes, mais la plupart ont tout simplement peur de se retrouver au front, de participer au combat, de mourir ou, pire, de souffrir, d'avoir une jambe arrachée, un bras ou la moitié du visage. Une réaction assez humaine, largement répandue chez les hommes ukrainiens.

S'il en est qui choisissent de se faire discrets et croisent les doigts, d'autres sont prêts à tout, ou presque, pour échapper à la conscription. On trouve parfois parmi eux des vétérans, volontaires en février 2022, qui se démènent pour que leur fils puisse échapper à l'enfer des tranchées, qu'ils connaissent bien [12]. Des experts affirment même que, s'ils en avaient le choix, une bonne partie des hommes préféreraient quitter le pays plutôt que de se battre ; mais est-il nécessaire d'être expert pour le comprendre [13] ?

Nous allons le voir, être réfractaire ou insoumis en Ukraine, en période de guerre, n'est pas de tout repos, on y risque même sa vie.

Les stratégies sont multiples et varient en fonction des cas et des ressources disponibles. Certains hommes jugent par exemple plus prudent, afin de ne pas croiser de contrôle policier, de ne plus sortir de chez eux ; ceux qui le peuvent optent pour le télétravail, d'autres cessent d'aller au boulot, ne sortent plus de leur domicile, font leurs courses en ligne ou sont ravitaillés par des proches. Et puis il y a ceux qui cherchent dans la liste des exemptions possibles les failles légales du système. On constate ainsi une surprenante augmentation de trentenaires reprenant leurs études, du moins jusqu'à ce que, en 2023, les possibilités de

sursis pour les étudiants soient réduites [14]. Des compagnes sont aussi les bienvenues, que ce soit pour faire des enfants (il en faut trois) ou pour contracter un mariage blanc (des réseaux mafieux en proposent moyennant finance)... et des hommes de 30 ans convolent ainsi en noces avec des femmes de 70 ans, qui présentent l'avantage d'être « en situation de handicap ».

La légalité rencontre très vite des limites dans un régime qui se dévoile toujours plus autoritaire ; les réfractaires doivent donc bien souvent s'en remettre à l'une des spécialités nationales : la corruption. L'Ukraine en était avant la guerre une championne internationale. C'est surtout le marché du vrai/faux document administratif prouvant l'inéligibilité ou l'inaptitude au service militaire qui explose au printemps 2022. Pour quelques milliers de dollars s'achète la possibilité de vivre sereinement ou, plus prudemment, celle de quitter le pays. On peut ainsi devenir en un instant père d'une famille nombreuse. Mais le plus fréquent est l'attestation médicale prouvant l'inaptitude au service militaire. Du fait de la multiplication des demandes et de la répression policière, les prix s'envolent, pouvant atteindre en 2024 jusqu'à 20 000 dollars pour un document de premier choix, soit cinquante fois le montant du salaire moyen. Si les enfants de la bourgeoisie n'ont évidemment aucun mal à échapper à l'uniforme – selon une blague ukrainienne, les plus riches d'entre eux constituent la « brigade de Monaco » –, les autres doivent emprunter de l'argent ou vendre leurs biens, des familles ou des amis se cotisent pour fournir le précieux sésame à un jeune homme (comme le font souvent les familles de migrants à travers le monde).

Au fil des années, la justice ukrainienne met à bas des réseaux de corruption de fonctionnaires à grande échelle. En août 2023, les responsables de la conscription de chaque oblast – disposant parfois d'un train de vie stupéfiant – sont limogés, et des perquisitions ont lieu dans plus de 200 centres de recrutement. Un scandale qui entraîne, théoriquement, la vérification de tous les certificats d'incapacité de service délivrés depuis le début de la guerre [15].

Les contrôles s'intensifient, une solution bien plus radicale se développe : fuir à l'étranger. Les seuls hommes autorisés à franchir les frontières sont les chauffeurs routiers en mission, mais il en est qui abandonnent leur camion une fois arrivés dans l'UE et ne reviennent pas en Ukraine. Pour les autres, il faut passer cette ligne clandestinement : parfois en direction de la Pologne, une zone très contrôlée, mais plus souvent via les zones de montagnes et forêts qui jouxtent la Hongrie et, surtout, la Roumanie. Tout est possible, tout a été tenté : se déguiser en femme, se cacher dans un camion ou un wagon de marchandises, dans des soutes à bagages, dans des boîtes en métal soudées sous des véhicules, etc. [16]

Là encore, moyennant quelques milliers de dollars, il est possible de recourir aux services de passeurs liés au crime organisé et jouant de la corruption généralisée – les contrebandiers de cigarettes se sont reconvertis dans un « trafic de déserteurs » beaucoup plus rémunérateur [17]. Beaucoup tentent leur chance seuls ou en petit groupe, armés de cartes, d'un GPS, d'un sac à dos et de pas mal de courage, du moins lorsque la saison et la météo le permettent, car il s'agit de traverser des cours d'eau (à la nage) ou rien moins que les Carpates, via des sentiers de traverse escarpés. Et il ne s'agit en effet pas seulement d'une épreuve sportive, car il faut aussi éviter les patrouilles de gardes-frontières (parfois secondés par les bergers et bûcherons), les chiens-loups, les barbelés, les caméras, les drones dotés de caméras thermiques et, en ce qui concerne les Carpates, les ours bruns.

Combien sont-ils ? Les chiffres officiels varient et sont assez imprécis. Entre février et décembre 2022, plus de 12 000 hommes auraient été arrêtés en train de franchir la frontière, douze se seraient noyés dans la rivière Tisza (qui sépare le pays de la Roumanie), et trois autres auraient trouvé la mort en montagne [18]. Six mois plus tard, la BBC avance le chiffre de 90 morts [19]. En, en avril 2024, les autorités de Kiev évoquent une trentaine de décès, dont 24 par noyade [20] ; le désespoir s'accroissant, certains meurent en traversant le Dniestr à la nage pour rejoindre la Moldavie, alors que d'autres essaient de franchir les champs de mines qui longent la frontière avec la Biélorussie [21].

Côté roumain, les gardes-frontières attendent et viennent en aide aux réfractaires épuisés qui sont parvenus à franchir les cols ou les cours d'eau : « Nous utilisons des technologies avancées, notamment grâce au

soutien de Frontex, car il s'agit d'une frontière extérieure de l'UE. Nous avons des caméras thermiques, des drones et des hélicoptères, pour détecter des personnes qui traversent la frontière [22]. » Les réfugiés sont alors pris en charge par les autorités et les ONG roumaines, reçoivent si nécessaire des soins médicaux (certains doivent parfois être amputés d'orteils gelés) ; ils peuvent bénéficier soit de la protection internationale, l'asile, soit, le plus souvent, de la protection temporaire mise en place par l'UE. Ils cherchent ensuite à rejoindre d'autres pays de l'UE [23]. On dénombre en juillet 2023 plus de 7 000 hommes ayant fait ce trajet, 8 400 en octobre [24]. Un rapide calcul montre que, depuis le début de la guerre, dix à quinze Ukrainiens franchissent quotidiennement la frontière de manière clandestine, une moyenne qui explose en 2024. Chaque jour des dizaines d'hommes sont arrêtés en train de tenter de le faire, des milliers chaque année, et ils sont de plus en plus nombreux (certains essaient plusieurs fois, car ils ne risquent qu'une amende de 205 euros) [25].

Les TCC

Si grâce aux subventions de l'UE les gardes-frontières disposent de moyens renforcés et peuvent limiter les départs, reste à mettre la main, chaque mois, sur ces milliers d'hommes nécessaires à l'armée mais qui font tout pour l'éviter (dans un pays d'une trentaine de millions d'habitants plus grand que la France). Les forces de police sont mises à contribution, mais l'État ukrainien dote aussi les centres de recrutement de fonctionnaires en uniforme, surnommés les TCC (du fait d'un acronyme anglais mystérieux). Ils sont censés vérifier que les hommes qu'ils croisent sur la voie publique sont bien en règle avec l'obligation qui leur est faite de s'enregistrer auprès de l'administration (pour un contrôle médical et une mise à jour de leur état civil) ; si ce n'est pas le cas (ce qui est très fréquent), ils doivent remettre à l'intéressé une convocation pour qu'il régularise sa situation. Cela permet de constituer des listes de personnes mobilisables. Concrètement, les équipes de TCC, généralement trois ou quatre hommes en uniforme circulant dans des minibus banalisés, effectuent de manière inopinée des contrôles de piétons ou d'automobilistes dans les rues. Mais l'on constate bientôt que des hommes sont embarqués de force dans les camions et conduits dans un bureau du recrutement... et que certains sont aussitôt incorporés dans l'armée et envoyés en caserne. Cette pratique, illégale pour le droit ukrainien car plusieurs jours doivent séparer chaque procédure administrative, s'avère de plus en plus répandue :

« Il est parti au travail et ils l'ont pris sur le chemin de la maison. Il m'a appelée pour me dire qu'ils l'embarquaient pour deux semaines de cours, un mois de formation en Angleterre. Envoyé à Louhansk, il s'est fait tirer dessus et a été admis à l'hôpital. Il n'était même pas remis quand ils l'ont renvoyé sur le front. Il est arrivé à Kreminna et a été tué en descendant de l'autocar [26]. »

« À Lviv, un homme qui a reçu des papiers de mobilisation à l'extérieur d'un supermarché de la ville a déclaré qu'il avait été enrôlé, envoyé en Grande-Bretagne pour s'entraîner, envoyé au front puis blessé, le tout dans un délai de deux mois [27]. »

« En août 2023, Andriy a pris quelques jours de vacances pour enfin se reposer dans les Carpates, au milieu des montagnes. Mais en allant faire une promenade, cet humanitaire [...] a été arrêté par des militaires à l'arrêt de bus. Direction le bureau de recrutement pour vérifier si le trentenaire est mobilisable : pas de restrictions de santé, son entreprise ne l'a pas « réservé » comme essentiel. Un médecin est dépêché en urgence pour lui faire passer la commission médicale. Résultat ? Déclaré apte. Le soir même, Andriy dormira à la base, avec son sac de randonnée. Devenu militaire du jour au lendemain [28]. »

La population masculine ukrainienne, loin d'envisager avec quiétude de telles perspectives, se révèle assez peu coopérative ; une résistance passive de masse se met d'abord en place usant des outils technologiques du quotidien. Des chaînes/boucles Telegram permettant de signaler la présence des TCC sont ainsi créées, et des milliers d'Ukrainiens y souscrivent ; celle dédiée à la ville d'Odessa compte par exemple 70 000 abonnés, mais certaines regrouperaient plus de 100 000 utilisateurs [29]. Les administrateurs de ces chaînes/boucles Telegram sont évidemment recherchés par la police.

Lorsque les hommes croisent les sinistres patrouilles, ils ne se laissent pas toujours faire. Les premières vidéos d'interpellations très violentes ou de bagarres entre agents de conscription et simples quidams circulent dès 2022 sur les réseaux sociaux, mais elles sont alors systématiquement dénoncées comme des montages de la propagande russe. Mais si, au début, ces images montrent des arrestations se déroulant sans que personne n'intervienne, la solidarité se fait progressivement jour chez les passants (en majorité des femmes et des anciens qui, en cas d'arrestation, ne risquent pas d'être enrôlés à leur tour), qui s'interposent pour empêcher les interpellations et s'en prennent physiquement aux TCC et à leurs véhicules. On a vu des patrouilles obligées de fuir un marché devant la pression menaçante de la foule. Ce phénomène de défense collective prend une telle ampleur en 2024 que les médias occidentaux (y compris, tardivement, les français) doivent l'évoquer et reconnaître le caractère illégal de ces enrôlements forcés [30].

Dans les zones rurales, en particulier dans l'ouest du pays, la résistance s'organise également. Il faut dire qu'elles sont touchées de manière disproportionnée par les raids des TCC, c'est du moins la perception qu'en a la population. On parle de zones entières vidées de leur population masculine : « *Ils prennent tous les hommes dans les villages, on ne sait pas comment on va se nourrir, qui va travailler les champs* [31] » (les zones peuplées de minorités ethniques, notamment les Hongrois, semblent subir le même sort).

En Transcarpatie, où en avril 2022 éclate dans la ville de Khoust la première manifestation de femmes contre l'envoi d'hommes au front [32], les villageois se mobilisent pour empêcher l'action des TCC, manifestent, bloquent des routes, vont à l'affrontement.

De leur côté, les patrouilles de TCC recherchent la facilité, en s'en prenant à des hommes qui marchent seuls dans la rue ou à des chauffeurs de camion, ou la rentabilité, en ciblant des lieux très fréquentés tels que sorties d'usine, métro, bars et restaurants, plages, salles de concert ou boîtes de nuit, dans ces cas-là plusieurs dizaines d'hommes épaulés par la police ou des boîtes de sécurité privées peuvent être déployés.

Un officier des TCC (qui préfère cacher à sa famille et ses amis en quoi consiste son travail) témoigne : « *Parfois, on a l'impression d'avoir affaire à des rats acculés. Ils continuent à se battre même lorsqu'ils sont dans le véhicule. Ceux qui résistent menacent toujours de se venger sur nos hommes ou leurs familles. [...] J'ai appris à contrôler mes émotions, et maintenant c'est juste un travail pour moi. J'ai toujours un argument à faire valoir : C'est eux ou moi. Je pense qu'il vaut mieux travailler pour le TCC que de s'en cacher* [33] ».

Au cours de l'année 2023, les réseaux sociaux signalent aussi l'apparition d'actions directes clandestines, au cocktail Molotov ou à la grenade, qui visent le dispositif de conscription, en particulier des centres de recrutement ou des véhicules des TCC, et parfois même des responsables administratifs ou des agents en uniforme. Si les autorités dénoncent évidemment la main de Moscou, certaines attaques pourraient relever de règlements de comptes liés à la corruption ; pourtant, comme on vient de le voir, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que cela soit l'œuvre de prolétaires en colère, voire d'éléments politisés anti-autoritaires. Le groupe Assembly les qualifie quant à lui de « terreur noire spontanée [34] ».

Fin 2024, dans les rues des grandes villes de l'Ouest ukrainien, la vie semble se dérouler de manière presque normale, si ce n'est la présence de sacs de sable autour des statues ou celle de nombreux groupes électrogènes... si ce n'est également l'absence quasi totale d'hommes. Certains sont partis, beaucoup se cachent, les autres sont au front [35].

LES ANNÉES TERRIBLES

Les combats qui se déroulent dans l'est de l'Ukraine sont, semble-t-il, aussi meurtriers que ceux de la Première Guerre mondiale. Les choix tactiques des officiers, et les choix « stratégiques » des politiques (par exemple le refus de céder un pouce de terrain), font de l'armée ukrainienne une insatiable dévoreuse d'hommes, les siens. Le *New York Times* évoque, en août 2023, 70 000 soldats ukrainiens tués et 120 000 autres blessés [36] ; un an plus tard, le *Wall Street Journal* avance lui les chiffres de 80 000 morts et de 400 000 blessés [37]. En novembre 2024 c'est The Economist qui mentionne 100 000 morts et de

400 000 blessés graves [38]. Il est probable qu'une large part de ceux qui se sont portés volontaires au début de la guerre ont été tués ou blessés.

L'arme la plus consommatrice de chair humaine est bien évidemment l'infanterie, dont l'état-major fait un usage intensif et dans laquelle, pour boucher les trous, sont versés des spécialistes (médecine, informatique) qui théoriquement devraient l'être dans d'autres unités. En février 2023, lors de la bataille d'Avdiivka, les officiers en sont d'ailleurs réduits à jeter dans le combat comme simples fantassins les hommes de l'artillerie ou du train (logistique) [39].

Les livraisons occidentales de matériels (armes individuelles, munitions, véhicules, blindés, chars, et équipements divers) permettent toutefois l'incessante (re)constitution d'unités de combat sans laquelle l'armée ukrainienne s'effondrerait. Il faut donc à l'armée toujours de nouvelles recrues, toujours plus ; mais celles-ci n'ont plus les qualités des premiers temps (jeunes, motivées, expérimentées). On enrôle des hommes de plus en plus vieux ; alors qu'en mars 2022 l'âge moyen des militaires ukrainiens était de 33 ans, il atteint l'année suivante 43 ans [40] !

De nombreux ouvriers dont les emplois avaient jusqu'alors été jugés essentiels pour le fonctionnement de l'économie du pays, ou pour lesquels les chefs d'entreprise avaient demandé des exemptions (parfois en payant pour cela), sont envoyés au front. Alors que la situation économique est catastrophique et la main-d'œuvre rare (malgré un taux de chômage atteignant 26 % en 2023), un bras de fer oppose patronat et état-major, et le recours croissant à l'emploi féminin ne suffit à résoudre le problème... En décembre 2023, dans l'oblast de Lviv, les habitants de Sosnivka manifestent, car les mineurs du gisement de charbon local sont envoyés au front et remplacés au travail par des prisonniers inexpérimentés [41].

En août 2023, le ministère de la Défense doit autoriser l'incorporation dans les forces armées ukrainiennes des personnes dont l'aptitude physique est limitée en raison d'une hépatite, d'une tuberculose guérie, d'un VIH asymptomatique, de problèmes mentaux, etc. Les médecins qui décident de l'aptitude des conscrits se font moins regardants quant à leur état physique (sauf si on les soudoie) et il arrive que les officiers sur le front s'en plaignent : « Lorsqu'ils arrivent dans leurs unités, les commandants voient des gens fatigués, en mauvaise santé, certains souffrant de maladies chroniques [42]. »

L'armée fait également de plus en plus appel au volontariat des femmes, lesquelles en février 2022 ne représentaient qu'une extrême minorité des troupes (nous y reviendrons dans un prochain article). On les trouve, sauf exception, à des postes non combattants, par exemple dans des unités médicales ou de logistique, où elles prennent la place d'hommes qui peuvent ainsi être transférés dans l'infanterie.

À l'automne 2023, des proches de soldats manifestent dans de nombreuses villes pour demander que soit décrétée une durée maximale d'incorporation, par exemple dix-huit mois (la durée du service militaire d'avant-guerre), voire trente-six mois. Le désir de voir revenir leurs proches au plus vite, donc de sauver leur vie, ne peut médiatiquement que se camoufler sous des arguments de patriotisme, d'équité ou d'efficacité. Demander une véritable rotation des hommes, c'est demander la mobilisation des autres ; ces manifestations ne peuvent donc pas rassembler des foules en Ukraine, mais seulement les premiers concernés [43].

Alors que l'armée ukrainienne est à nouveau dans une situation défensive périlleuse, son commandant en chef, Valerii Zaluzhnyi, reconnaît publiquement l'ampleur du problème : « *La nature prolongée de la guerre, les possibilités limitées de rotation des soldats sur la ligne de contact, les lacunes de la législation, qui semblent permettre d'échapper légalement à la mobilisation, réduisent considérablement la motivation des citoyens à servir dans l'armée.* [44] »

L'IMMENSE ARMÉE DES DÉSERTEURS

Si, on l'a vu, nombre d'Ukrainiens cherchent à éviter l'enrôlement, beaucoup de ceux qui portent l'uniforme rêvent de s'en défaire. Là encore, il est des signes qui ne trompent pas : fin 2022, le parlement ukrainien vote une loi qui renforce les sanctions pour désobéissance (jusqu'à dix ans de prison) ou désertion (jusqu'à douze ans d'emprisonnement) et qui stipule même la circonstance aggravante de « *menaces contre officier* ».

La guerre s'annonçant court, un problème n'a pas été envisagé : volontaires ou non, les hommes n'ont aucune date de retour à la vie civile ; en CDI, ils ne peuvent démissionner et n'ont chaque année que vingt jours de congés (permissions) ; à la fin de 2024, certains sont sur le front depuis plus de mille jours [45].

Pour que les soldats tiennent, qu'ils gardent un semblant de moral, sont nécessaires un encadrement efficace (plus ou moins coercitif), un minimum de confiance envers l'État et, au-delà d'une fraternité d'arme née du combat (« on ne peut pas laisser tomber les copains »), une bonne raison de se battre. Mais l'incessante propagande nationaliste et l'idée de défense de la patrie ne semblent guère convaincre des hommes qui, avant guerre, rêvaient souvent d'émigrer ; quant à la défense de la démocratie et des valeurs européennes, elle paraît surtout mise en avant pour les médias occidentaux. La plupart des nouveaux incorporés le sont donc contraints et forcés. Il arrive que « *des commandants demandent au bureau de recrutement de cesser de leur envoyer des hommes qui ne veulent pas ou ont trop peur de se battre. Ils ne sont qu'un fardeau au combat* [46] ». Cela est d'autant plus vrai que les périodes de formation militaire sont parfois très courtes et rudimentaires.

Il n'est donc pas étonnant que, depuis que le front a pris l'aspect d'une boucherie industrielle, on assiste périodiquement à des vagues d'insubordination, individuelle et parfois collective, à des mutineries de soldats qui protestent contre les conditions dans lesquelles ils vivent, contre le manque d'équipement, contre l'incompétence ou la cruauté du commandement ukrainien, ou qui refusent d'obéir à un ordre jugé inutile ou trop dangereux. Des groupes de soldats (masqués) postent même parfois sur les réseaux sociaux des vidéos de leurs revendications. Le phénomène, qui en 2022 était là encore présenté comme une manipulation prorusse, finit par être confirmé par les journalistes occidentaux. Par exemple, en février 2023, l'envoyée spéciale de L'Obs sur le front rencontre par hasard une vingtaine de soldats ukrainiens retranchés dans un bâtiment qui lui expliquent refuser de retourner au combat dans les conditions qui leur sont imposées : sans préparation d'artillerie, avec un matériel insuffisant, par moins de 15 C°, avec de l'eau et de la nourriture gelées et alors que la plupart des membres de leur bataillon ont été tués, grièvement blessés ou sont portés disparus. Et d'ajouter : « *Ils n'osent même pas venir dans cette pièce. Parce que nous sommes armés. Le commandant a peur de la bagarre qui pourrait éclater.* » [47]

Cette forme de révolte prend de l'ampleur en 2023 et, parfois, elle entraîne de funestes conséquences comme, semble-t-il, lors de la prise de Vuhledar, en octobre 2024 (une unité aurait refusé de se rendre dans la ville) ; lors de la bataille d'Avdiivka, le retrait de la ville a peut-être été décidé par l'état-major (assez inhabituel) pour empêcher une débandade et une panique générales.

S'il est probable que des soldats se mutilent volontairement pour être évacués à l'arrière (classique macadam des militaires), on rapporte des techniques plus anecdotiques pour souffler un peu, telles celles de ces équipages de Leopard 2 qui simulent des pannes de moteur sur leur char pour ne pas aller au combat [48]. Mais le plus gros souci auquel est confronté l'état-major est la fuite de ses hommes, les désertions (qui ont souvent lieu à l'occasion d'une permission). Alexey Arestovich, ancien conseiller de Zelensky, fait en novembre 2023 une déclaration détonante : « *Laissez-moi citer quelques chiffres : 100 personnes ont quitté les unités militaires sans autorisation par jour en Ukraine ; 100 personnes par jour, c'est une brigade par mois. Une brigade s'échappe du front chaque mois* [49]. » Les chiffres officiels, mais a priori invraisemblables, qui sont dévoilés à l'automne 2024 font la une des médias ukrainiens et internationaux. Le nombre de désertions enregistrées – un cas peut impliquer plusieurs hommes – s'élève en 2022 à 9 400 ; en 2023, il passe à 24 100 ; et pour la période allant de janvier à septembre 2024 on recense déjà 51 000 cas [50] ! Il y aurait donc près de 100 000 déserteurs à l'intérieur du pays ! [51] Ces chiffres officiels sont pourtant en deçà de la réalité, puisque tous les cas ne sont pas déclarés (certains officiers espérant par exemple le retour de leurs hommes). Le nombre de dossiers traités par la justice ukrainienne, beaucoup moins conséquent, est passé de 3 342 en 2022 à 7 883 en 2023 et à 15 559 pour les neuf premiers mois de 2024 [52]. Le 9 septembre 2024, le journaliste Volodymyr Boiko, mobilisé, publie sur Facebook un long message teinté de désespoir, qui connaît un large écho parmi les Ukrainiens. « *Le nombre de déserteurs a déjà dépassé les 150 000 personnes et approche les 200 000* », affirme-t-il, estimant que la plupart des cas

ne font pas l'objet de poursuites : « *Les déserteurs ne sont pas recherchés – c'est ce qui a conduit au fait que le problème s'est accumulé pendant deux ans et demi, et maintenant la situation est dans une impasse.* » Et c'est compter sans les procédures engagées pour « *abandons non autorisés d'unité* » ou refus d'obtempérer [53]. Selon une évaluation fréquente, un soldat sur cinq aurait déserté, soit, sur une armée de un million d'hommes, ce chiffre de 200 000 déserteurs. D'où cette image d'une « *immense armée de déserteurs qui se balade dans le pays* [54]. » ! Quelle que soit la précision des chiffres, le phénomène devient pénalement totalement ingérable et, à moins de lancer un immense mais improbable programme de construction de prisons, il est impossible de traduire en justice un si grand nombre de déserteurs. Prenant conscience de la gravité de la situation, la Rada adopte en septembre 2024 une loi dépénalisant la première désertion ! Il s'agit, si le commandant y consent, de permettre au soldat de réintégrer son unité sans qu'il ne subisse de sanctions. Un texte qui risque d'accentuer le problème.

Comment expliquer que, techniquement, une telle proportion de désertions soit possible ? Si l'on exclut les États s'effondrant (Russie 1917), on peine à trouver des situations similaires au cours du XXe siècle. La corruption endémique de l'Ukraine, État autoritaire mais relativement faible et désorganisé, favorise ce genre de pratiques. Il semble par exemple que des officiers ne déclarent pas le départ de certains de leurs hommes mais, en échange, continuent de percevoir leur solde. Il y a sans doute aussi le fait que l'État ukrainien, bien qu'il n'ait plus grand-chose à voir avec une démocratie, ne peut pas utiliser de méthodes d'allure trop autoritaire, tant il est placé sous le regard des médias et des gouvernements occidentaux qui le soutiennent. S'il est possible que, parfois, au cœur des combats, un fuyard soit exécuté par un officier, l'Ukraine ne peut, du fait de sa demande d'adhésion à l'UE, rétablir la peine de mort, qu'elle a abolie en 2000 – une mesure qui serait sans doute fort mal accueillie par l'opinion publique et que, sauf erreur, aucun parlementaire n'a proposée. Les déserteurs ne risquent donc que des peines de prison qui peuvent paraître préférables au fait de vivre plusieurs mois au centre d'un abattoir. Durant la Première Guerre mondiale, les soldats français savaient que le territoire était, jusque dans les villages, quadrillé de (peu corruptibles) gendarmes et que, en cas de désertion ou de révolte, le risque du peloton d'exécution était réel, voire celui de la décimation pour toute l'unité (autour d'un millier de soldats ont été fusillés en France entre 1914 et 1918). Ce n'est pas le cas en Ukraine. De plus, on l'a vu, la vague de désertions s'accroît du fait de sa difficile répression. Le moral est au plus bas. Alors que les freins à la conscription ne font que se multiplier, la situation militaire ne cesse de se dégrader pour l'armée ukrainienne, deux phénomènes qui s'accroissent en un cercle vicieux apparemment insoluble.

Fin de la première partie

Tristan Leoni, novembre 2024

Dans les deux prochaines parties, nous aborderons la loi sur la mobilisation d'avril 2024, la question des hommes ukrainiens réfugiés dans l'Union européenne, le soutien possible aux réfractaires et déserteurs (en Ukraine ou dans l'UE) et, enfin, la question des femmes et de l'inclusivité dans l'armée de Kiev.

P.-S.

Article paru sur le site [ddt21](#)
[PDF](#)

Notes

[1] En France, le milieu militant mainstream préfère porter son attention sur les « anciens anarchistes » ukrainiens engagés volontaires dans l'armée. La presse bourgeoise, pourtant peu suspecte de russophilie, aborde quant à elle dès 2022 la question des réfractaires ukrainiens à la guerre. Les premiers articles que nous avons croisés sur ce sujet sont celui de Jean-Baptiste Chastand « À la frontière roumaine, avec ces Ukrainiens qui ont décidé de ne pas se battre », Le Monde, 17 août 2022, et celui de Clara Marchaud « Dans l'Ukraine en guerre, ces réfractaires à la mobilisation », Le Figaro, 26 octobre 2022

[2] Pour des raisons indépendantes de notre volonté, cet article, commencé en novembre 2023, est resté à l'état de brouillon pendant près d'un an. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'il nous est possible de le reprendre. Il fait suite à deux articles (publiés sur ddt21.noblogs.org) qui abordent la guerre en Ukraine : « [Adieu la vie, adieu l'amour... Ukraine, guerre et auto-organisation](#) » (mai 2022) et « [En Ukraine, des anarchistes sous l'uniforme ?](#) » (janvier 2024).

[3] Assembly, « [The darkest hour is before the dawn ? Assembly's view on another year of trench warfare in 2024](#) », Libcom, décembre 2023.

[4] Post du 1er mai 2024 sur le [compte X de Michel Goya](#).

[5] Fin 2023, alors que le nombre de naissances est le plus bas jamais enregistré, la Rada étudie un projet de loi visant à payer les frais médicaux des soldats qui souhaitent congeler leur sperme, pour permettre à leur partenaire de procréer s'ils meurent au combat.

[6] La Russie, bien que souffrant d'une pénurie de main-d'œuvre (dans le domaine militaire, mais surtout dans l'industrie), n'a pas fait ce choix ; ce qui l'oblige, contrairement à ce que l'on croit généralement, à économiser ses soldats.

[7] [Dans notre article de 2022](#), nous précisons ceci : « Nous utilisons le mot hommes comme synonyme suranné de soldats, car les forces en présence semblent assez peu sensibles aux récentes évolutions occidentales concernant le genre. Ici, bien que nous soyons en Europe, le schéma est beaucoup plus classique : ceux qui se battent sont des hommes (sauf peut-être quelques très rares exceptions) et ceux qui fuient les combats sont des femmes, des enfants et des vieillards. » Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans un prochain article.

[8] Cassandra Vinograd, « [Belief or Betrayal ? Ukraine's Conscientious Objectors Face Hostility](#) », The New York Times, 18 août 2023 ;

« [Un objecteur de conscience ukrainien a été condamné](#) », wri-irg.org, janvier 2023.

[9] Charli Carpenter, « [Civilian Men Are Trapped in Ukraine](#) », Foreign Policy, 15 juillet 2022.

[10] En terminale, les élèves reçoivent des cours « patriotiques » sur la culture de l'Ukraine et sur le maniement des armes. Clara Marchaud, « [Dans l'ouest de l'Ukraine, des jeunes se préparent pour prendre les armes dans l'unité de leur choix](#) », Le Figaro, 27 novembre 2023.

[11] Ces centres de formation, gérés par des ONG, sont parfois des cibles pour les patrouilles de recruteurs de l'armée, à tel point que dans certaines villes ils sont prudemment désertés par les hommes. Marianne Kottenhoff, envoyée spéciale de LCI en Ukraine, entendue sur LCI en janvier 2024.

[12] Marine Leduc, « [Dans les montagnes de Maramureş, terre de passage des déserteurs ukrainiens](#) », Le Courrier d'Europe centrale, 2 novembre 2023.

[13] Ashley Westerman, « [Ukrainians express worries over conscription following Russia's invasion](#) », wunc.org, 15 août 2022.

[14] Assembly, « [A volunteer from Kharkov was tortured by the military after trying to leave Ukraine](#) », Libcom, 24 septembre 2023.

[15] Gaya Gupta, « [Ukrainian officials say they are cracking down on military corruption, including draft evasion](#) », New York Times, 8 août 2023.

[16] Faustine Vincent, « [Mariage blanc, faux papiers... La quête sans fin d'Ukrainiens pour éviter la mobilisation](#) », Le Monde, 6 mars 2024.

[17] M.L., « [Quand des Ukrainiens paient des milliers de dollars pour tenter de fuir la conscription](#) », 28 avril 2023 ; « ["J'ai vu une tête coupée" : ces Ukrainiens qui désertent face à l'horreur de la guerre](#) », Le Figaro,

31 août 2023 ; Boris Loumagne, « [Ces Ukrainiens qui refusent de combattre](#) », France Inter, 25 octobre 2023.

[18] « [More Than 12 000 Men Have Tried To Leave Ukraine Illegally Since Martial Law](#) », rferl.org, 30 décembre 2022. x

[19] Nick Thorpe, « [Ukraine war : Deserters risk death fleeing to Romania](#) », bbc.com, 8 juin 2023.

[20] Oleksandr Kozhukhar, « [Thirty men have died trying to leave Ukraine to avoid fighting since war started](#) », reuters.com, 30 avril 2024 ; Octavian Coman, « Les déserteurs ukrainiens fuient en Roumanie », arte.tv, 17 juillet 2023.

« On a vu des cas où des groupes criminels avaient fourni des petits bateaux pneumatiques, des bouées, et des brassards en forme de canard », Faustine Vincent, op. cit.

[21] Paolo Brera, « [Ucraina, una nazione in fuga. Kiev apre un ministero per richiamare esuli e disertori](#) », repubblica.it, 9 septembre 2024.

[22] Marine Leduc, [op. cit.](#)

[23] Marine Leduc, [op. cit.](#)

[24] Marine Leduc, [op. cit.](#)

[25] Collectif, « [As the war grinds on, Ukraine needs more troops. Not everyone is ready to enlist](#) », edition.cnn.com, 19 novembre 2023 ; Boris Loumagne, [op. cit.](#) ; Gaya Gupta, [op. cit.](#) ; Jean-Baptiste Chastand, op. cit. ; « “J’ai vu une tête coupée” : ces Ukrainiens qui désertent face à l’horreur de la guerre », [op.cit.](#)

[26] Tamas Balassa, « [En Transcarpatie, dans l’ouest de l’Ukraine, “ bientôt, il n’y aura plus de garçons ”](#) », Courrier international, 23 février 2024. Des milliers de conscrits ukrainiens sont formés au combat dans les pays de l’OTAN ; lors de leur séjour, ces militaires sont particulièrement surveillés afin d’éviter les désertions. La présence d’instructeurs occidentaux en Ukraine éviterait ce « problème ».

[27] Shaun Walker, Jamie Wilson, « [Bribes and hiding at home : the Ukrainian men trying to avoid conscription](#) », The Guardian, 15 août 2023.

[28] Clara Marchaud, « [Confrontée à un manque de soldats sur le front, l’Ukraine cherche à élargir la mobilisation](#) », Le Figaro, 11 février 2024.

[29] Voir aussi Shaun Walker, Jamie Wilson, [op. cit.](#) ; Colin Freeman, « [I don’t want to die – Ukrainian civilian who uses draft-dodger app to avoid call-up to army](#) », telegraph.co.uk, 23 février 2024.

[30] « [Ukraine : Résistance contre la mobilisation](#) », nowar.solidarite.online, 17 mai 2024 ; Thomas d’Istria, « [Guerre en Ukraine : à Odessa, les enrôlements illégaux crispent la société](#) », Le Monde, 28 mars 2024 ; Assembly, « [Internationalism – a guide to action or an excuse for inaction ? To the start of the Prague Action Week 20-26 May](#) », Libcom, 19 mai 2024.

[31] Fabrice Deprez, « [En Ukraine, l’arrière dévitalisé : ils prennent tous les hommes dans les villages](#) », La Croix, 23 février 2024.

[32] Nous le signalions dans notre article de mai 2022. Paul Waldie, « [In the small Ukraine city Khust, a rare public display of dissent over war with Russia](#) », theglobeandmail.com, 2 mai 2022.

[33] Elena Volochine et Gulliver Cragg, « [Ukraine : entre craintes et ferveur, la mobilisation divise](#) », France 24, 7 juin 2023 ; Lucy DuVall, « [“Like dealing with cornered rats” : The men who force Ukrainians to the front lines](#) », The Telegraph, 28 novembre 2024.

- [34] « [Despair and anger in a concentration camp. Assembly's interview on the second anniversary of big war in Ukraine](#) », Libcom, 24 février 2024, et Assembly, « [Autumn wave of radical direct action on both sides of the front line](#) », Libcom, 15 novembre 2023.
- [35] Christina Lamb, « Reportage. [“Je ne sors plus de chez moi” : ces Ukrainiens qui évitent le front à tout prix](#) », Courrier international, 31 octobre 2024
- [36] « Troop Deaths and Injuries in Ukraine War Near 500,000, U.S. Officials Say », The New York Times, 18 août 2023.
- [37] Les chiffres officiels de morts et blessés avancés pas chaque camp sont de toute évidence peu crédibles et invérifiables. Le même article fait état, côté russe, de quelque 200 000 morts et 400 000 blessés, soit au total plus de un million de victimes. Bojan Pancevski, « [One Million Are Now Dead or Injured in the Russia-Ukraine War](#) », Wall Street Journal, 17 septembre 2024.
- [38] « [How many Ukrainian soldiers have died ?](#) », The Economist, 26 novembre 2024.
- [39] Asami Terajima, « [Fate of Avdiivka uncertain as Ukrainian forces defending it struggle with fortifications, resources](#) », kyivindependent.com, 10 février 2024.
- [40] Erin Snodgrass, « [The average age of Ukrainian soldier is older than 40 as the country grapples with personnel problems](#) », businessinsider.com, 7 novembre 2023.
- [41] Assembly, « [The autumn rise of social struggle across Ukraine](#) », 1er décembre 2023.
- [42] Roland Oliphant, « [“Why should I return to fight ?” Ukrainian men living abroad say](#) », telegraph.co.uk, 28 avril 2024.
- [43] Assembly, « The autumn rise of social struggle across Ukraine », [op. cit.](#)
- [44] Valerii Zaluzhnyi, « [Modern positional warfare and how to win in it](#) », novembre 2023.
- [45] Seuls les soldats ayant été captifs de l'armée russe ont le droit de demander leur démobilisation ; les volontaires internationaux ont le droit de le faire après six mois de service.
- [46] Nick Thorpe, [op. cit.](#)
- [47] Sara Daniel, « La mort de près », L'Obs, no 3045, 16 février 2023, p. 20.
- [48] Thomas Romanacce, « [Guerre en Ukraine : des tankistes de Leopard 2 inventent des pannes pour ne pas aller au front](#) », Capital, 23 juin 2023.
- [49] Assembly, « [The darkest hour is before the dawn ? Assembly's view on another year of trench warfare in 2024](#) », [op. cit.](#)
- [50] Thomas d'Istria, Stanislav Asseyev, « [Nous avons une immense armée de déserteurs qui se balade dans le pays](#) », Le Monde, 26 octobre 2024.s
- [51] Thomas d'Istria, « Serhiy Hnezdilov, soldat ukrainien : [“Ceux qui se sont engagés ont le sentiment d'avoir tiré la mauvaise carte”](#) », Le Monde, 1er octobre 2024.
- [52] Alexis Feertchak, « [Ukraine : plus de 15 000 désertions dans l'armée depuis le début de l'année 2024, cinq fois plus qu'en 2022](#) », Le Figaro, 9 octobre 2024.
- [53] Durant les huit premiers mois de 2024, 29 984 procédures ont été ouvertes, contre 17 658 pour toute l'année 2023 et 6 641 en 2022. Alexis Feertchak, [op. cit](#)
- [54] Thomas d'Istria, Stanislav Asseyev, [op. cit](#)